



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 20/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PCAS

35 AV JEAN JAURES
92390 Villeneuve-La-Garenne

Code AIOT : 0006506327

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement PCAS implanté 35 AV JEAN JAURES 92390 Villeneuve-la-Garenne. L'inspection a été annoncée le 21/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cet établissement est un site industriel de production de chimie finie pour le secteur informatique. Sequens, dont PCAS est une filiale, a annoncé la fermeture du site en début d'année 2025.

Dans le cadre de la future cessation d'activité, plusieurs échanges entre l'exploitant et l'inspection des installations classées ont eu lieu :

- l'inspection du 15/04/2025 où l'exploitant a présenté son projet de cessation d'activité ;
- la réunion du 09/10/2025 où l'exploitant a présenté un premier diagnostic des sols et l'avancement de son projet de cessation d'activité.

Lors de ces échanges, l'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant ses obligations réglementaires, à savoir :

- Conformément à l'article R512-39-1 alinéa I du code de l'environnement, la notification de cessation doit intervenir a minima 3 mois avant l'arrêt définitif de l'installation. Concomitamment à cette notification de cessation, l'exploitant devra notamment transmettre à Monsieur le Maire de Villeneuve-La-Garenne ses propositions concernant l'usage futur du site et transmettre une copie de ces propositions à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine ;
- À la suite de cette notification, et conformément à l'article R512-39-1 alinéa III du code de l'environnement, il transmettra l'attestation dite « ATTES-SECUR » démontrant que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre. Cette attestation devra être établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes ;
- Dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation ainsi qu'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site sont à transmettre, conformément à l'article R512-39-3 alinéa II du code de l'environnement

L'exploitant a fait part de sa volonté de trouver un tiers-demandeur dans l'objectif de lui transférer une partie de ces obligations (notamment pour la construction du plan de gestion et la réhabilitation du site via la gestion des pollutions présentes). À ce jour, aucun porteur de projet n'a été identifié.

L'objectif de la présente inspection est de faire le point l'avancement de la cessation d'activité et de la mise en sécurité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PCAS
- 35 AV JEAN JAURES 92390 Villeneuve-la-Garenne
- Code AIOT : 0006506327
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Thème de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Notification de cessation d'activité	Code de l'environnement, article R.512-39-1 I	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
2	Mise en sécurité - Gestion déchets	Code de l'environnement, article R.512-75-1 IV	Demande d'action corrective	15 jours
5	Mise en sécurité - Effet sur son environnement	Code de l'environnement, article R.512-75-1 IV	Demande de justificatif	2 mois
6	Mise en sécurité, ATTES-SECUR	Code de l'environnement, article R.512-39-1 III	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Détermination de l'usage futur	Code de l'environnement, article R.512-39-2 II	Mise en demeure, respect de prescriptions	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mise en sécurité - limitation d'accès	Code de l'environnement du 04/02/2026, article R.512-75-1 IV	Sans objet
4	Mise en sécurité - Suppression risque incendie et explosion	Code de l'environnement du 04/02/2026, article R.512-75-1 IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré une première inspection le 15/04/2025 et une réunion de cadrage du 09/10/2025, l'exploitant n'a pas accompli les formalités de notification de cessation d'activité et de consultation des personnes intéressées prévues par les articles R. 512-39-1 et 2 du code de l'environnement, alors que la production est à l'arrêt définitif depuis juillet 2025.

Il n'a pas non plus fourni d'ATTES-SECUR alors que la phase de mise en sécurité du site peut être regardée comme achevée à l'exception d'une petite quantité de déchets encore à évacuer, et qu'il est déjà acquis qu'une procédure de remise en état est nécessaire.

L'exploitant indique qu'il est à la recherche d'un tiers-demandeur à qui transférer ces obligations, mais qu'il n'en a pas trouvé à ce jour. Dès lors, il lui incombait de respecter les obligations précitées.

Par conséquent, une proposition de mise en demeure est faite au préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-39-1 I
Thème(s) : Situation administrative, Notification de cessation d'activité
Prescription contrôlée : Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.
Constats : L'exploitant a déclaré que l'arrêt de la production a eu lieu en juillet 2025. Depuis septembre, il a entamé les opérations de mises en sécurité. En préparation de cette inspection, il a transmis un diagnostic des sols et sous-sols où il est indiqué que la notification de cessation d'activités avait été transmise par le bureau d'études qui accompagne l'exploitant. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les documents étaient prêts mais n'avaient pas été signés. L'exploitant confirme ne pas avoir transmis de notification de cessation d'activités au préfet. Il explique cette situation par sa volonté de transférer son obligation de réhabilitation du site à un tiers-demandeur. L'exploitant souhaite que le potentiel tiers-demandeur soit acteur dans la rédaction du mémoire de réhabilitation et la définition du plan de gestion. Or, conformément à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement, il est attendu dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif la transmission d'un mémoire de réhabilitation. L'exploitant souhaite donc retarder cette échéance autant que possible pour que cette tâche soit réalisée par le tiers-demandeur. Cependant, en l'absence de tout tiers-demandeur identifié, l'exploitant est le débiteur de l'obligation de remise en état effectuer les formalités de cessation d'activité dans les conditions et délais prescrits par le code de l'environnement. La simple recherche d'un tiers-demandeur n'est pas de nature à l'exonérer de ces obligations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant déposera une notification de cessation d'activité conforme à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Mise en sécurité - Gestion déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-75-1 IV
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
Constats : Les opérations de mise en sécurité ont débuté en septembre 2025. L'inspection des installations classées a constaté l'absence de déchets et de produits dangereux, à deux exceptions : - présence de quelques fûts de triflate. - présence de bidons d'acide acétique. L'exploitant a indiqué que l'évacuation de ces produits (soit en tant que déchets, soit par reprise par le vendeur) est en cours de gestion. Il est à noter que ces produits sont actuellement isolés dans des alvéoles et sur des rétentions adaptées. L'exploitant a transmis le registre exhaustif des bordereaux de suivi de déchets. L'inspection a vérifié par sondage plusieurs bordereaux via Trackdéchets . Aucun commentaire ne ressort de cette vérification.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Évacuer les derniers déchets vers une filière autorisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Mise en sécurité - limitation d'accès

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-75-1 IV
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : [...] 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; [...]
Constats : Le fonctionnement par gardiennage est jusqu'à présent maintenu. L'accès au site est contrôlé. Le site est clôturé. Il est envisagé de faire évoluer ce dispositif par un dispositif de vidéosurveillance et la présence d'un maître-chien à la suite de la mise en sécurité définitive du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise en sécurité - Suppression risque incendie et explosion

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-75-1 IV
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : [...] 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; [...]
Constats : La mise en sécurité des équipements a débuté en septembre 2025 et s'est poursuivie jusqu'à la veille de l'inspection. L'exploitant déclare avoir mis en œuvre les actions suivantes : - évacuation des déchets dangereux (voir fiche de constat n° 2) ; - dégazage des installations ; - vidange et dégazage du lieu de stockage des produits en vrac (zone appelé aire 64). Pour les deux derniers points, des modes opératoires de mise en sécurité spécifiques pour chaque type d'équipement ont été écrits sous forme de check-list. L'inspection a examiné deux dossiers (un réacteur et un réservoir). Ces documents n'appellent pas de remarque. Sur le terrain, l'inspection des installations classées a constaté l'arrêt de la production, le résultat des opérations de vidange, nettoyage et dégazage des équipements, ainsi que le marquage mis en place pour identifier les équipements mis en sécurité. Au-delà des équipements de production, une chaufferie et le système électrique sont toujours exploités. Concernant la chaufferie, l'exploitant a déclaré que la maintenance et les contrôles obligatoires étaient maintenus et réalisés jusqu'à la suppression de la chaufferie. Cette suppression aura lieu au printemps, quand les températures extérieures le permettront. Concernant l'installation électrique, l'exploitant a déclaré que le site restait raccordé au réseau électrique. La maintenance et les contrôles obligatoires seront maintenus jusqu'à nécessaire. Des mesures de nature à prévenir les risques d'incendie et d'explosion ont été prises par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise en sécurité - Effets de l'installation sur son environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-75-1 IV
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : [...] 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.
Constats : L'exploitant a fait réaliser un premier diagnostic de sol. L'ensemble des points de prélèvements sont situés dans le site. À la suite de cette première campagne, le bureau d'études accompagnant l'exploitant a identifié des impacts sur l'ensemble du site : <ul style="list-style-type: none">• dans les sols (présence d'hydrocarbures et d' ETM - éléments-traces métalliques - ainsi que des COHV et BTEX de manière plus ponctuelle)• dans les eaux souterraines, certaines zones sont impactées. Ces impacts semblent en cohérence avec les zones impactées dans les sols ;• les gaz des sols sont impactés en hydrocarbures et/ou en solvants chlorés. Toutefois, ces informations sont à confirmer car la densité des piézaires est faible. Une deuxième campagne pour préciser les pollutions présentes (nature des polluants , situation géographique et définition horizontale et verticale) est en cours. Ces éléments permettent déjà de conclure à la nécessité d'une procédure de remise en état et d'une surveillance de l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra le rapport en lien avec les investigations actuelles. Il devra également informer l'inspection de l'effet de son installation sur son environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Cessation d'activité, ATTES-SECUR

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/02/2026, article R.512-39-1 III
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1 , de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.
Constats : Les mesures de mise en sécurité étant déjà mises en œuvre, l'exploitant aurait dû transmettre une ATTES-SECUR à l'inspection des installations classées. En effet, il résulte des constats précédents : <ul style="list-style-type: none">- que le site est à l'arrêt définitif. La seule installation classée encore en fonctionnement (chaudière) ne sert pas à une production mais à l'éclairage et au chauffage ;- la grande majorité des produits dangereux et déchets ont été évacués ;- les interdictions d'accès sont assurées ;- les mesures nécessaires à la prévention du risque d'incendie et d'explosion sont prises ;- les diagnostics nécessaires à l'évaluation de la nécessité d'une surveillance des effets de l'installation sur l'environnement ont été réalisés. Une procédure de remise en état sera à mettre en œuvre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre à l'inspection des installations classées une ATTES-SECUR établie par un bureau d'études certifié en matière de sites et sols pollués.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Cessation d'activité, détermination de l'usage

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-39-2 II
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.
Constats : Les formalités n'ont pas été accomplies
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Procéder aux consultations prévues par l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions.
Proposition de délais : 15 jours